

**De:** Julien Aubé [jul.aube@gmail.com]

**Envoyé:** mardi 13 juillet 2010 17:01

**À:** thd

**Objet:** Réponse à Consultation publique: Projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses.

**Pièces jointes:** Diagramme\_FTTH\_ARCEP.png

Réponse de Julien Aubé en tant que particulier à la consultation publique faite par l'ARCEP sur *le projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses*.

## 1. Introduction

Je me permets de répondre en mon nom concernant un sujet qui me tient à cœur.

Travaillant actuellement sur un projet de déploiement FTTH en milieu rural je suis particulièrement concerné par la régulation dans ce domaine.  
Ce chapitre décrira brièvement ce projet.

Je me tiens à votre disposition pour tous renseignements complémentaires:

Julien Aubé,

75 rue Joffre, 46000 Cahors

06.68.61.54.57

[j.aube@laposte.net](mailto:j.aube@laposte.net)

### 1.1 Problématique

Les départements du sud de la France, par exemple les Landes et le Lot, font partie des départements où les habitants sont les moins bien desservis en terme de haut débit.

Pourtant, des infrastructures en fibre optiques ont été déployées à plusieurs reprises, comme à Morcenx (40110), ou récemment sur le chantier de l'autoroute A65.

Mais les habitants ne profitent guère de ces installations, car les habitations sont dispersées et souvent à plus de 5 kilomètres d'un NRA: La technologie ADSL est présente, mais frôle souvent les limites technologiques inhérentes à la paire de cuivre.

La plupart des personnes disposent donc d'un accès haut-débit "de base", en particulier sans Télévision sur ADSL, et ce malgré une bonne capacité des liens de desserte dans ces départements.

### 1.2 Projet de desserte FTTH

Pour améliorer cet état de fait, et après discussions avec des habitants, nous pensons qu'il est possible, via un investissement relativement limité, de déployer une desserte FTTH en câblage aérien, en utilisant les poteaux actuellement utilisés pour le téléphone, dans le cadre d'une association de riverains.

En effet, ces régions ne sont clairement pas prioritaires tant pour l'opérateur historique que pour les opérateurs "classiques". Il est d'ailleurs douteux que, étant donné la dispersion géographique des habitations, une structure commerciale classique y trouve une rentabilité à court terme.

En revanche, l'aide de la municipalité pourrait être fournie, sous forme d'autorisations & de pose de fourreaux enterrés à l'occasion de travaux urbains. Mais nous ne sommes pas favorables à une demande de financement public, en raison du caractère expérimental d'un tel déploiement.

Enfin, en termes techniques, le but est de créer un réseau avec un nombre important d'éléments actifs de petite taille, parfois hébergés chez les particuliers, afin de réduire les coûts de terrassement et de fibre optique. (Voir schéma ci-joint)

Ceci est en opposition avec certaines dispositions proposées dans la consultation, à laquelle j'ai apporté quelques commentaires.

## **2. Réponses à Consultation**

### *2.1 Article 2*

#### Notion d'opérateur d'immeuble:

Dans le cadre d'un déploiement sur une zone où il n'existe que des maisons dispersées:

\* Peut-on considérer qu'un opérateur d'immeuble opère sur une commune par exemple ? Ceci permettrait d'ajouter les obligations afférentes (obligation de proposer une offre aux opérateurs concurrents, possibilité de louer une fibre noire, calcul géographique des zones arrières) à un opérateur qui déploierait un réseau sur tout ou partie du domaine communal lorsque celui-ci est vaste.

### *2.2 Article 3*

#### Taille de la Zone Arrière:

Dans un cadre rural, la limitation minimale de 300 habitations paraît trop élevée. Néanmoins, ceci est aisément justifiable & peut donc à mon sens justifier une exception géographique comme précisé page 16.

#### Obligation de proposer une offre de Collecte

Il paraît raisonnable de déployer, à l'échelle de la commune, une offre de collecte à destination des opérateurs FAI, sur un modèle non discriminatoire (d'autant plus que ces zones géographiques reçoivent très peu d'attention de la part d'autres opérateurs).

\* Doit-on proposer obligatoirement une offre en fibre noire ?

Ceci serait problématique étant donné que la géographie se prête plutôt à la mutualisation des infrastructures pour en diminuer le coût.

\* Dans le cas d'une collecte en L2 ou L3, existe-t-il des protocoles établis pour fournir la connectivité ainsi que le provisioning d'abonné ? Si oui, il faudrait les préciser, pour faciliter l'interconnexion d'un réseau d'abonnés FTTH avec un réseau de desserte.

(Sans qu'ils n'aient un caractère obligatoire)

### *2.3 Article 4*

#### Obligation de déploiement des points de mutualisation sur le domaine public

L'obligation de déployer les points de mutualisation exclusivement sur le domaine public est une importante contrainte dans le cadre d'un déploiement rural : En effet, les maisons sont souvent séparées de la rue par des chemins, et étant donné le nombre de Point de Mutualisations à monter, les travaux de terrassements seront trop lourds à financer pour une association. L'idée est de garder la possibilité de placer un point de mutualisation sur un lieu "idéale", même sur un terrain privé, muni d'un compteur EDF dédié. Ceci n'exclut pas l'obligation d'accès aux opérateurs tiers.

Ceci n'a pas non plus de caractère définitif : Si, à terme, une armoire sur terrain public est montée, le fait de déployer une fibre aérienne simplifiera le changement.

Il n'est de plus pas exclu qu'un point de mutualisation se retrouve "isolé" en terme géographique: Il serait alors relié à un point de collecte amont par une ou plusieurs fibres tirées pour l'occasion, par exemple sur un POP de France Télécom, d'une société de gestion de réseau ou d'une collectivité.

## 2.4 Article 5

### Obligation de déploiement sur 3 à 5 ans des zones arrières

Dans le cadre d'un déploiement rural, cette obligation ne paraît pas opportune, au moins sans une aide de financement (L'idée est de fibrer en priorité les gens qui le veulent, et financer le matériel grâce aux cotisations des adhérents).

## 2.5 Article 6

Pas de commentaires - Non concerné

## 2.6 Article 7

Pas de commentaires - En accord avec mon point de vue

## 2.7 Article 8

Pas de commentaires - En accord avec mon point de vue

## 2.8 Article 9

### Mutualisation des coûts

Il est attendu de l'ARCEP qu'elle propose un exemple de ce qui constitue *"une prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et ressources associées"*

## 2.10 Autres points

### Informations aux opérateurs tiers

Il est mentionné Page 29 que *des informations géographiques ainsi que commerciales doivent pouvoir être exploitable par un système d'information.*

Il serait souhaitable que l'ARCEP publie la liste des informations désirée, et un exemple de modèle de donné, par exemple provenant d'un déploiement antécédent.

Sans avoir de caractère contraignant, ceci pourrait aider à la bonne réalisation de la mission de l'ARCEP dans ce domaine.

### Obligation de desserte

Dans le cadre d'un déploiement rural de quelques dizaines d'habitations, il serait étonnant qu'un opérateur tiers propose spontanément une interconnexion, y compris sur un même POP.

Dans le cadre d'un déploiement d'infrastructure de type associatif (ou sans but lucratif), il serait envisageable qu'une *"obligation de desserte"* soit imposée aux FAI, après une étape de conciliation, dans un cadre économique raisonnable (qui peut aller jusqu'à la gratuité de l'interconnexion, une fois les infrastructures remboursées).

L'objectif est ici d'éviter de déployer un réseau fibre optique qui ne pourrait être relié à aucun autre réseau faute de volonté commerciale, lié par exemple au caractère associatif de la structure propriétaire du réseau physique.

Ceci conclue ce commentaire, je vous remercie de vos efforts et de l'attention donnée à tous les acteurs de la FTTH via cette procédure de consultation publique, très appréciée.

Cordialement,  
Julien